

**Arrêté préfectoral complémentaire
relatif au suivi postérieur à la période d'exploitation du casier n°2 de l'installation de
stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Val-de-Cognac (Cherves-
Richemont), lieu-dit « Champ blanc »
par la société PLACOPLATRE**

Installation classée pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, L.511-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46, R.512-39-4 et R.516-1 à R.516-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 1979 portant régularisation de la situation juridique d'une usine de fabrication de panneaux de plâtre exploitées par la société PLACOPLATRE, complété, notamment, par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1986 qui régit l'installation de stockage de déchets adjacente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2025 portant autorisation environnementale au bénéfice de la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) pour l'exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Val-de-Cognac (Cherves-Richemont), lieu-dit « Champ blanc » ;

Vu le mémoire de cessation d'activité transmis le 29 juillet 2010 par la société PLACOPLATRE pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite à Cherves-Richemont ;

Vu le dossier n°CESISO161742 / RESISO06391-02 en date du 18 décembre 2019 établi par la société PLACOPLATRE pour le suivi post-exploitation et les garanties financières de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite à Cherves-Richemont ;

Vu le porter à connaissance transmis par la société PLACOPLATRE le 12 août 2025 à l'inspection des installations classées relatif à la modification du périmètre ICPE de l'installation de stockage de déchets non dangereux, constituée des casiers n°1 et n°2, suite au transfert de responsabilité du casier n°1 sollicité par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) et à l'actualisation des garanties financières pour le casier n°2 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 novembre 2015 valant procès-verbal de récolement des travaux de remise en état de l'installation de stockage de déchets non

dangereux exploitée par la société PLACOPLATRE à Cherves-Richemont ;

Vu le rapport et les propositions en date du 1^{er} octobre de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 4 septembre 2025 à la connaissance de la société PLACOPLATRE ;

Vu l'absence d'observations formulées par la société PLACOPLATRE sur ce projet d'arrêté dans le délai défini lors de la transmission ;

Considérant que les apports de déchets sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux (casiers n°1 et 2) implantée sur la commune de Cherves-Richemont ont cessé en 2005 ;

Considérant la demande déposée par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) pour le transfert partiel de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux délivrée à la société PLACOPLATRE par l'arrêté préfectoral susvisé du 9 février 1979, que cette demande porte sur le casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

Considérant que, suite à l'autorisation environnementale susvisée délivrée le 16 octobre 2025 à la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR), la société PLACOPLATRE demeure exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux pour le casier n°2 et ses équipements connexes ;

Considérant la nécessité de fixer des prescriptions pour le suivi post-exploitation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux, implantée sur la commune de Cherves-Richemont, lieu-dit « *Champs blancs* », visant notamment à définir les conditions de suivi de l'impact de l'installation sur son environnement ;

Considérant la nécessité de fixer le montant des garanties financières à instaurer pour l'installation précitée pendant la période post-exploitation, en application des articles L.516-1 et R.516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Portée de l'arrêté

La société PLACOPLATRE, dont le siège social est situé 12, Place de L'Iris, 92400 Courbevoie, dénommée « *l'exploitant* » dans la suite de l'arrêté, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Val-de-Cognac (Cherves-Richemont), lieu-dit « *Champ blanc* », des installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 – Nature des installations

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime ICPE
2760-2-b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	Casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux contenant du plâtre situé au Nord de l'usine PLACOPLATRE à environ 300 mètres.	Superficie du casier : 15.000 m ² Quantité des déchets enfouis : 67 500 m ³ (87.190 tonnes)	Autorisation

	b) Autres installations que celles mentionnées au a).			
--	-------------------------------------------------------	--	--	--

Le casier n°2 constitue une partie de l'installation de stockage de déchets non dangereux qui comprend, principalement :

- un casier de stockage n°1 situé au nord-est de l'usine PLACOPLATRE de fabrication de produits de construction à base de plâtre ; ce casier est exploité au titre de la législation sur les ICPE par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) ;
- un casier de stockage n°2, objet du présent arrêté, situé à l'est de l'usine PLACOPLATRE et exploité par la société PLACOPLATRE ;
- un réseau de surveillance piézométrique des eaux souterraines constitué de 7 piézomètres ;
- les réseaux de collecte des eaux de ruissellement des deux casiers de stockage, dont 2 bassins de collecte pour le casier n°1.

Article 3 – Conformité aux dossiers déposés

Sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont, notamment, ceux établis dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets :

- le mémoire de cessation d'activité transmis le 29 juillet 2010 ;
- le dossier n°CESISO161742 / RESISO06391-02 en date du 18 décembre 2019 relatif au suivi post-exploitation et les garanties financières de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- le porter à connaissance susvisé en date du 12 août 2025 relatif à la modification du périmètre ICPE de l'installation de stockage de déchets non dangereux, au transfert de responsabilité du casier n°1 et à l'actualisation des garanties financières pour le casier n°2.

Article 4 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 5 – Suivi de post-exploitation

5.1. - Contenu du suivi de post-exploitation

Durant la période de post-exploitation des installations, l'exploitant met en place un programme de suivi, qui respecte, a minima, les obligations détaillées ci-après.

La mise en œuvre du programme de suivi post-exploitation est assurée par l'exploitant sous sa responsabilité et à ses frais.

a) Entretien général de l'installation

L'exploitant met en œuvre les moyens suffisants pour assurer de façon régulière le contrôle, le maintien en bon état et l'efficacité des équipements et aménagements suivants pendant une durée au moins égale à la période de suivi de post-exploitation mentionnée à l'article 5.3. du présent

arrêté :

- l'intégration paysagère
- les aménagements réalisés dans le cadre de la remise en état, telle que prévue et décrite dans le mémoire de cessation d'activité du 29 juillet 2010 et le rapport de l'inspection des installations classées susvisé en date du 2 novembre 2015
- les talus et digues
- la couverture du casier de stockage
- les clôtures périphériques et les portails d'accès du casier
- les ouvrages de suivi des eaux souterraines ainsi que leurs dispositifs de sécurisation
- les voiries
- le(s) fossé(s) d'eaux pluviales externe(s).

La végétation est maintenue et entretenue.

b) Suivi géotechnique des massifs de déchets

Une évaluation de la stabilité du massif de déchets et des tassements différentiels ou des glissements à la surface du massif de déchets du casier n°2 de stockage est réalisée sur la base d'un relevé topographique annuel.

Le réseau et les méthodes de mesure mis en place par l'exploitant sont ceux qui présentent les meilleures garanties de fiabilité et de précision dans l'évaluation des tassements et de la stabilité du massif de déchets.

c) Surveillance des eaux souterraines

(1) - Une surveillance de la qualité et du niveau des eaux souterraines est réalisée, a minima, 2 fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, aux points suivants, localisés sur le plan joint en annexe du présent arrêté :

- casier n°2 : piézomètres PZ4, PZ5 et PZ6.

Ce plan localise, également, les points de surveillance des eaux souterraines dans l'environnement du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets, repérés PZ1, PZ2, PZ3 et PZ11. La surveillance au niveau de ces points relève de la responsabilité de la société CDMR.

(2) - Les paramètres analysés sont les suivants :

- température, Sulfates, Chlorures, pH, conductivité, DCO, DBO₅, métaux toxiques (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) ;
- niveau d'eau.

La mesure du niveau des eaux souterraines doit permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines et doit se faire sur des points nivelés.

d) Pour la surveillance des eaux souterraines, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé. Les mesures des paramètres mentionnés au point c) ci-dessus sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement et selon les normes en vigueur.

e) L'exploitant peut solliciter de l'inspection des installations classées une révision des paramètres analysés et des fréquences minimales prescrits pour les surveillances définies au point c) ci-dessus sur la base d'une analyse des résultats de ces surveillances collectés depuis la phase de suivi de post-exploitation (2011) et démontrant l'absence d'impact sur les milieux investigués.

f) La surveillance des eaux souterraines au droit et dans l'environnement du casier n°2 est réalisée de façon coordonnée avec la société CDMR, qui assure le même type de surveillance au droit et dans l'environnement du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets.

5.2. - Transmission des résultats du suivi de post-exploitation

a) Les résultats de tous les contrôles et analyses réalisés dans le cadre du programme de suivi de post-exploitation décrit à l'article 4.1. du présent arrêté sont communiqués annuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des

dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées pour y remédier.

Les résultats sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi post-exploitation.

En cas d'évolution défavorable ou significative d'un paramètre suivi, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance mentionné à l'article 4.1. ci-avant, sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution initiale est confirmée, l'exploitant en informe, sans délai, le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

En tant que de besoin, l'exploitant informe, sans délai, la société CDMR de la situation rencontrée. Cette information est systématique lorsque la situation rencontrée concerne les eaux souterraines.

En cas d'impact sur l'environnement, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Un rapport circonstancié est établi et transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

b) L'exploitant établit un rapport de synthèse relatif au suivi de post-exploitation réalisé au cours de l'année n conformément au programme décrit à l'article 5.1. du présent arrêté.

Ce rapport est adressé au plus tard le 31 janvier de l'année n+1 à l'inspection des installations classées.

Un bilan pluriannuel des résultats du suivi des eaux souterraines, et du suivi géotechnique du massif de déchets, est présenté depuis leurs mises en œuvre.

Ce rapport comprend une interprétation des résultats, tout commentaire pertinent sur les résultats présentés, notamment cause(s) et ampleur(s) des écarts éventuels, la description des actions correctives et/ou préventives mises en œuvre ou prévues pour y remédier.

5.3. - Durée du suivi de post-exploitation

La durée du suivi de post-exploitation est de 30 ans minimum à compter du 1^{er} janvier 2011, soit jusqu'au 31 décembre 2040.

Sur la base d'un rapport établi à l'issue de l'année 2040, l'exploitant pourra proposer au préfet de mettre fin à la période de suivi de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final ;
- démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de 5 ans.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 6 – Garanties financières

6.1. Champ d'application

Le suivi post-exploitation défini par le présent arrêté est subordonné à la constitution de garanties financières.

Les garanties ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

6.2. Montant des garanties financières

Les garanties financières sont établies pour la période de post-exploitation de 30 ans à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 271.981 euros (€) TTC.

Période	Montant des garanties (€ TTC)	Période	Montant des garanties (€ TTC)
2025	271.981 €	2031 à 2035	250.088 €
2026 à 2030	269.573 €	2036 à 2040	238.978 €

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

A compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant, celui-ci adresse au préfet l'original du document justifiant de la constitution des garanties financières pour la période en cours et pour le montant correspondant mentionnés dans le tableau ci-dessus.

Ce document est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

6.3. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit être effectif au moins trois mois avant leur échéance.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

6.4. Appel des garanties financières

Indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être engagées, le préfet peut faire appel des garanties financières dès que les conditions prévues à l'article R. 516-3 du code de l'environnement sont remplies :

- soit quand la surveillance n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues dans le présent arrêté fixant les conditions de suivi post-exploitation ;
- soit en cas d'accident ou de pollution et de non-respect des dispositions en la matière éventuellement fixées par l'arrêté d'autorisation ou édictée par arrêté complémentaire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

6.5. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne pourra être levée que par arrêté préfectoral complémentaire après acceptation par le préfet du rapport prévu à l'article 5.3 ci-dessus et au vu d'un rapport de visite de l'inspection des installations classées établi au vu d'un dossier précisant l'état complet du site, comportant notamment :

- le plan et le relevé topographique détaillé à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une étude géotechnique de stabilité du dépôt ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore devoir être exercée sur le site ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par les garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction et une

synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Le préfet peut demander la réalisation, en application de l'article R.516.5 du code de l'environnement, et aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée des garanties financières.

Article 7 - Modifications - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 8 – Changement d'exploitant

Dans le cas où les installations changeraient d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit transmettre au préfet un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant avant la prise en charge de l'exploitation. Cette demande doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Cette demande doit être annexée de documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant ainsi que la constitution des garanties financières.

Article 9 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application télé recours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 10 – Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Val-de-Cognac et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de la commune de Val-de-Cognac pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Val-de-Cognac fait connaître par procès verbal adressé à la préfecture de la Charente, l'accomplissement de cette formalité ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Val-de-Cognac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société PLACOPLATRE et dont une copie leur sera adressée.

Angoulême, le **20 OCT. 2025**

P/Le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles JOBART

ANNEXE Situation générale de l'installation de stockage et localisation des points de prélèvements

